

# Une hostilité très vive envers les policiers de la SQ

■ Alors que la cassette vidéo montre les images mémorables du face-à-face entre le soldat Cloutier et un Warrior masqué (précisons une fois pour toutes qu'il ne s'agissait pas de «Lasagne»), un jeune Mohawk regarde avec dédain les sourires triomphants des militaires.

«Si la SQ arrête pas de nous écoeurer, ils risquent d'avoir une maudite surprise cet été», dit-il d'un ton sec. Puis après une inspiration, il ajoute en riant: «Oka II!»

Ils sont nombreux, à Kanesatake, à se plaindre de la présence des policiers de la SQ. Il y a dix jours, l'arrestation de trois Mohawks, deux frères et la compagnie de l'un d'entre eux, au cours d'une série d'incidents qui se sont déroulés en quelques heures, a fait grimper de plusieurs crans la tension entre Amérindiens et policiers.

Suffisamment pour que le ministre de la Sécurité publique du Québec, M. Claude Ryan, se déplace à Kanesatake pour y rencontrer la coalition et les officiers de la SQ.

«Notre message a été simple, affirme Jerry Peltier, porte-parole de la Coalition. Sortez vos «goons» d'ici.»

Mohawks et policiers ont des versions diamétralement opposées des incidents. Pour les uns, les policiers se sont mis à six pour une vérification de routine, dans

un premier cas, et ont frappé la jeune femme au visage, abusant de leur autorité dans chacune de leurs trois interventions.

Selon une source policière, c'est plutôt en voulant dépanner le premier des deux frères que les policiers ont été contraints de l'arrêter parce qu'il prenait la fuite sans raison. Et en ce qui concerne la jeune femme, c'est elle qui se serait ruée sur les policiers pour mordre l'un d'eux à une main.

Quoi qu'il en soit, des statistiques obtenues par *La Presse* auprès de la SQ, semblent démontrer que les policiers ont la vie relativement moins difficile à Oka qu'à Kahnawake, par exemple, où les gestes d'intimidation de Mohawks à l'endroit des agents se sont élevés à plus de 60, en cinq mois, comparativement à huit, à Oka.

À Kahnawake, entre le 17 octobre et le 20 mars, les agents de la SQ ont dû appeler des renforts à 88 reprises contre seulement 13 incidents du même genre à Oka.

Un résident non-autochtone du village d'Oka a toutefois assuré à *La Presse* qu'il a vu deux policiers fouiller de fond en comble la voiture de deux jeunes Mohawks, en pleine rue Notre-Dame, à Oka, pendant que deux de leurs collègues les abreuvaient d'injures, une main sur la crosse de leur arme de service.

Quelques-uns des passants ricanaient.

## Une intervention d'Ottawa aurait pu éviter la crise d'Oka, selon un constitutionnaliste

**MARIE-CLAUDE LORTIE**  
du bureau de *La Presse*

OTTAWA

■ Contrairement à ce qu'affirme le ministre des Affaires autochtones, Tom Siddon, le gouvernement fédéral aurait pu intervenir légalement avant l'été, pour prévenir la crise d'Oka, estime le constitutionnaliste Erol Mendes.

Le professeur de droit constitutionnel de l'Université Western Ontario a en effet expliqué hier aux membres du comité de la Chambre sur les Affaires autochtones, qu'Ottawa aurait pu, par exemple, demander un injonction pour faire suspendre le projet d'agrandissement du terrain de golf, en attendant que les revendications territoriales des Mohawks soient réglées.

La crise de l'été dernier a en effet commencé quand un groupe de Mohawks a décidé d'élever des barrages routiers pour protester contre l'agrandissement du terrain de golf.

Selon Me Mendes, l'Acte constitutionnel de 1867, qui rend le gouvernement fédéral fiduciaire des terres autochtones et donne au gouvernement fédéral juridiction sur les Affaires autochtones, n'offre pas de réponse claire aux questions de juridiction touchant des terrains «revendiqués».

Mais le gouvernement aurait pu tout de même essayer, croit Me Mendes. Quitte à ce que les tribunaux soient appelés à se pencher sur ce problème constitutionnel.